



## ***Mise en service de l'EPR de Flamanville***

Les questions énergétiques sont de toute première importance et notre parti y accorde une attention toute particulière. C'est ainsi que dans nos réponses aux questions de l'Académie des Sciences au moment des élections européennes, nous avons noté : " *S'agissant de la technique, la recherche d'une production bas-carbone implique de développer toutes les ressources possibles qu'il s'agisse de l'éolien du solaire, de l'hydraulique et du nucléaire. Mais soyons clairs les moyens intermittents comme l'éolien et le solaire, au-delà de la problématique du réseau et de sa complexification, posent la question de l'équilibre productif du système global. De notre point de vue, compte-tenu des limites de l'hydraulique, l'équilibre ne peut être atteint, d'un point de vue décarboné, que par une forte composante nucléaire. La France a des atouts dans ce domaine et doit renforcer résolument cette filière industrielle. Nous recommandons également la reprise du projet Astrid (4ème génération) et la poursuite du développement du projet international ITER.*" cette prise de position s'accompagnait de notre engagement pour une maîtrise totale de la nation sur ce secteur décisif : " *La question première dans le domaine de l'énergie compte tenu de la taille des investissements et des échelles de temps nécessaires aux mises en œuvre est la suivante : Peut-on laisser ce secteur vital être régi par les lois du marché ? Notre réponse est clairement non, ce secteur d'activité nécessite une planification de long terme. La deuxième question réside dans le fait que les pays européens développent des politiques propres à leurs intérêts et qu'il serait dangereux de soumettre notre politique énergétique à des décisions communautaires, comme elle s'est trouvée en risque dernièrement sur le développement du nucléaire avec un intense lobbying des pays hostiles à ce type d'énergie. Pour autant, comme avant la libéralisation des systèmes électriques, une coopération et une interconnexion des réseaux est toujours souhaitable. Pour la France, nous sommes donc clairement pour un secteur public de l'énergie basé sur des entreprises complètement nationalisées s'affranchissant de la spéculation capitaliste.*"

Si le début de mise en service de l'EPR de Flamanville doit être salué comme une avancée technique importante et dont l'achèvement doit beaucoup à ses constructeurs, ouvriers, techniciens et ingénieurs, nous ne saurions passer sous silence les difficultés rencontrées. Ainsi, vingt cinq après le dernier réacteur mis en service à Civaux (pallier N4 - REP), EDF a mis en service un réacteur de type EPR sur le site de la centrale de Flamanville après 18 de travaux et 12 ans de retard sur le calendrier. Un autre chantier EPR en Finlande (EDF non engagé) a duré 16 ans (au lieu des 4 ans prévus). En Chine, 2 réacteurs du même type ont été construits en 5 ans. Mais la mise en service ne signifie pas que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ainsi, Le couvercle de l'enceinte du réacteur de Flamanville qui n'est pas conforme aux normes exigées devra être changé dans les deux ans à venir et la cuve du réacteur ne répond pas non plus aux spécifications attendues. De ce fait, le réacteur ne pourra pas être exploité à sa puissance maximale.

Pour quoi cette situation ? Ce chantier, démarré dans la précipitation, a révélé les déficits de la chaîne industrielle et une perte de compétence en interne. Il est vrai aussi qu'EDF s'est vu imposer l'EPR alors que ses équipes maîtrisaient mieux le modèle REP (les 4 derniers réacteurs mis en chantier au tournant du siècle). L'idée était de construire un prototype en France pour en faire un produit d'exportation (gouvernement Sarkozy). Cependant, étant donné les signes inquiétants qui parvenaient du chantier finlandais qui accumulait les retards dans la construction. La proposition française a connu des échecs en Pologne, en République tchèque et la Chine n'a pas l'intention d'en construire de nouveaux puisqu'elle s'est dotée de ses propres modèles. Finalement, seuls les Britanniques ont adopté cette solution (2 réacteurs en chantier, 2 autres en expectative) et enfin, l'Inde pourrait se doter de 6 EPR mais le projet est initié depuis 2009 et n'avance pas.

En résumé, l'EPR doit démontrer encore son excellence technique mais et d'ores et déjà un échec commercial. L'EPR de Flamanville doit servir de prototype (20 milliards d'euros le prototype !) pour les 6 prochains EPR décidés par le gouvernement Macron. Encore faudrait-il que le Parlement soit saisi du nouveau plan pluriannuel de l'énergie car celui en cours ne prévoyait nullement ces fameux 6 EPR. Encore de la précipitation. Tout indique donc que la reprise d'une stratégie de développement énergétique incluant une part importante de nucléaire ne peut être laissée à l'improvisation et aux fluctuations de décisions politiques à courte vue. Plus que jamais doit s'imposer une planification démocratique sous le contrôle des travailleurs par la nationalisation complète de ce secteur décisif.